

# Chiffres clés 2023

## de la juridiction administrative



### Nombre d'affaires jugées

**9 746**

par le Conseil d'État

**32 144**

par les cours administratives d'appel

**243 089**

par les tribunaux administratifs

**66 358**

par la cour nationale du droit d'asile

**130 686**

par la commission du contentieux du stationnement payant

### Effectifs



**4 217**

personnes font vivre et fonctionner la justice administrative au quotidien

#### Conseil d'État

- 237 membres (38 % de femmes et 62 % d'hommes)
- 438 agents (61 % de femmes et 39 % d'hommes)

#### Cours administratives d'appel et tribunaux administratifs

- 1238 magistrats (53 % de femmes et 47 % d'hommes)
- 1480 agents de greffe (76 % de femmes et 24 % d'hommes)

#### Cour nationale du droit d'asile

- 28 magistrats (50 % de femmes et 50 % d'hommes)
- 654 agents (72 % de femmes et 28 % d'hommes)

#### Commission du contentieux du stationnement payant

- 15 magistrats (31 % de femmes et 69 % d'hommes)
- 127 agents (79 % de femmes et 21 % d'hommes)



### Nombre d'avis rendus par le Conseil d'État

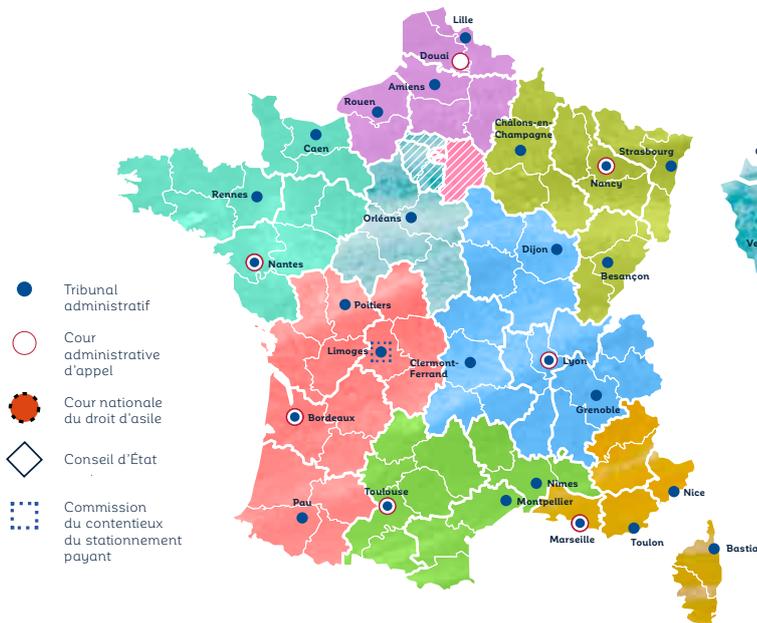
**921**

### Budget exécuté en 2023



**501,3 M€**

### Carte des juridictions administratives



La juridiction administrative :

- Le Conseil d'État
- 9 cours administratives d'appel
- 42 tribunaux administratifs
- La cour nationale du droit d'asile
- La commission du contentieux du stationnement payant





# Les décisions

## Affaires jugées

## Délai moyen de jugement

### Conseil d'État

9 746

- 0,9 % par rapport à 2022  
dont jugées en urgence (référés) 496

9 574 affaires enregistrées (- 2% par rapport à 2022).



7 mois 8 jours

▼ - 29 % entre 2013 et 2023

### Cours administratives d'appel

32 144

+ 0,5 % par rapport à 2022  
dont jugées en urgence (référés) 1 247

31 586 affaires enregistrées (+ 3,7% par rapport à 2022).



11 mois 16 jours

▼ - 8 % entre 2013 et 2023

### Tribunaux administratifs

243 089

+ 4,6 % par rapport à 2022  
dont jugées en urgence (référés) 39 091

257 329 affaires enregistrées (+ 6,7% par rapport à 2022).



9 mois 20 jours

▼ - 17 % entre 2013 et 2023

### Cour nationale du droit d'asile

66 358

- 1 % par rapport à 2022

64 685 affaires enregistrées (+ 5% par rapport à 2022).



6 mois 3 jours

▼ - 31 % entre 2013 et 2023

### Commission du contentieux du stationnement payant\*

130 686

+ 18 % par rapport à 2022

\* La CCSP est entrée dans le périmètre de gestion du Conseil d'État le 1<sup>er</sup> janvier 2024

164 134 affaires enregistrées.



24 mois

## Télérecours



252 028

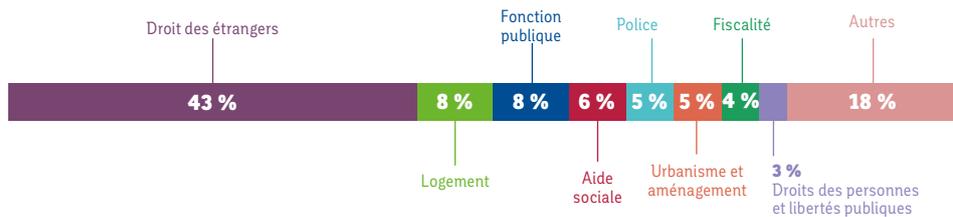
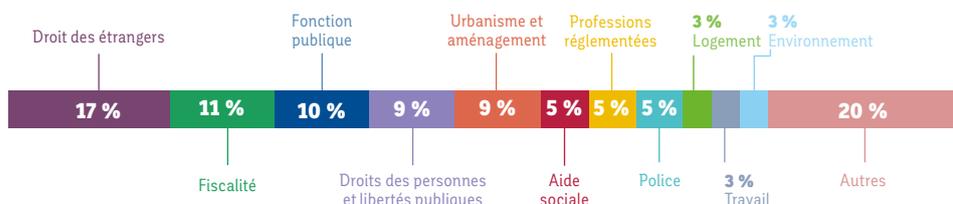
recours déposés via **Télérecours** (plateforme de dépôt des recours en ligne), dans les tribunaux administratifs, les cours administratives d'appel et au Conseil d'État

dont 39 717

via **Télérecours citoyens** (application dédiée aux particuliers non représentés par un avocat)



## Répartition des affaires enregistrées par domaine contentieux



## Les principaux pays d'origine des requérants



Bangladesh 15 %	Côte d'Ivoire 6 %
Turquie 13 %	Guinée 6 %
Afghanistan 10 %	Nigéria 4 %
République démocratique du Congo 8 %	Albanie 4 %
Géorgie 8 %	Arménie 3 %

## Médiations

liées à un recours devant le juge administratif



### 1 819

médiations terminées en 2023

**48 %** d'entre elles ont abouti à un accord

**Aide sociale :** aides financières aux personnes (RSA), aux familles, à l'enfance, aux personnes handicapées ou âgées, aides médicales d'État, etc.

**Droit des étrangers :** titres et visas de séjour, titres de travail, expulsions, extraditions, etc.

**Droits des personnes et libertés publiques :** garantie des libertés publiques et des droits fondamentaux, naturalisations, etc.

**Environnement :** protection de la faune et de la flore, parcs naturels, éoliennes, pollution de l'air et de l'eau, mines et carrières, installations classées, etc.

**Fiscalité :** impôts locaux, impôt sur le revenu, taxes sur la valeur ajoutée, etc.

**Fonction publique :** relations des fonctionnaires et agents publics avec leur employeur.

**Logement :** aides financières au logement, droit au logement opposable, organismes d'HLM, etc.

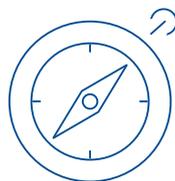
**Marchés et contrats :** marchés passés par l'État et les collectivités territoriales avec des opérateurs privés

**Police :** mesures pour faire respecter la sécurité, la salubrité et l'ordre public (permis de conduire, débits de boisson, déchets, stationnement, immeubles insalubres, etc.)

**Professions réglementées :** architectes, auxiliaires de justice, comptables et commissaires aux comptes, journalistes, professions médicales et paramédicales, taxis, etc.

**Travail :** licenciements des travailleurs protégés, instances représentatives du personnel, plans de sauvegarde de l'emploi, etc.

**Urbanisme et aménagement :** permis de construire, droit de préemption, aménagement commercial, plans locaux d'urbanisme, etc.



# Les avis juridiques et les études du Conseil d'État

**921 avis rendus en 2023**

## 71 projets de loi, dont :

- Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement
- Projet de loi pour le plein emploi
- Projet de loi relatif à l'industrie verte
- Projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique
- Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense
- Projet de loi pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration

## 25 projets d'ordonnance, dont :

- Projet d'ordonnance portant organisation du processus de certification des bonnes pratiques de fabrication des produits cosmétiques
- Projet d'ordonnance relatif à l'accessibilité des personnes sourdes, malentendantes, sourdaveugles et aphasiques aux services téléphoniques
- Projet d'ordonnance relatif aux gestionnaires de crédits et aux acheteurs de crédits

## 18 projets de loi du pays, dont :

- Projet de loi du pays portant diverses dispositions modifiant le livre I<sup>er</sup> du code civil applicable à la Nouvelle-Calédonie
- Projet de loi du pays portant création d'une contribution à l'équilibre général de la caisse locale de retraites (Nouvelle-Calédonie)

## 16 questions du Gouvernement, dont :

- Question sur le traitement fiscal de revenus provenant d'un trust, en application de la convention fiscale franco-américaine du 31 août 1994 modifiée
- Question relative à la continuité des institutions en Nouvelle-Calédonie

- Question sur la sécurisation des mesures permettant d'assurer une meilleure prise en compte de l'intérêt public dans l'équilibre des contrats de concession autoroutière
- Question sur la compatibilité entre les fonctions de magistrat français et le statut de fonctionnaire de l'Union européenne

## 546 projets de décret réglementaire, dont :

- Projet de décret relatif au chargeur universel
- Projet de décret instaurant des pôles spécialisés dans la lutte contre les violences intrafamiliales au sein des tribunaux judiciaires et des cours d'appel
- Projet de décret relatif aux prix de vente des bouteilles d'eau à Mayotte
- Projet de décret autorisant le recrutement par contrat de vétérinaires n'ayant pas la nationalité française pour assurer les missions de contrôle sanitaire à l'importation et à l'exportation
- Projet de décret relatif à l'amélioration et à la modernisation des prestations sociales des non-salariés agricoles

## 242 projets de décret non réglementaire, dont :

- Projet de décret portant classement, parmi les sites du département du Morbihan, du site des dunes de Plouharnel et de Erdeven avec le domaine public maritime sur les territoires des communes de Erdeven, Etel, Plouharnel et Saint-Pierre-Quiberon
- Projet de décret déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation de la ligne ferroviaire nouvelle entre Montpellier et Béziers

## 2 propositions de loi :

- Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit applicable aux collectivités locales
- Proposition de loi relative au régime juridique des actions de groupe



**1 étude publiée en 2023**

L'usager, du premier au dernier kilomètre : un enjeu d'efficacité de l'action publique et une exigence démocratique